

## CITIZEN

CUBA

# Liberté pour les Cinq

Comité « Liberté pour les Cinq » - Luxembourg

**Le Comité pour la libération des cinq agents cubains emprisonnés aux Etats-Unis pour des motifs douteux appelle les citoyens à faire pression sur le gouvernement de Barack Obama.**

Une nouvelle année débute, et les Cinq n'ont toujours pas été libérés. Le douze septembre prochain, cela fera treize ans qu'ils ont été arrêtés, treize ans de lutte et de souffrances, tant pour eux que pour leurs familles. Malgré que toujours plus de voix s'élèvent dans le monde pour exiger leur libération immédiate, l'administration étasunienne fait encore la sourde oreille.

L'année dernière, le gouvernement cubain a procédé à la libération de plusieurs dizaines de ceux que certains s'évertuent à qualifier de « dissidents », mais qui en réalité ne sont que des mercenaires. Il y a quelques jours, la peine de mort à laquelle avait été condamné Humberto Real, en 1996, pour avoir commis des actes contre la sécurité de l'Etat, et avoir assassiné un homme, en 1994, lors d'un débarquement dans le centre-nord de l'île, avec un groupe armé du Parti d'unité nationale démocratique (PUND) basé en... Floride, a été commuée en trente ans de prison, comme cela avait déjà été le cas, en décembre dernier, pour deux Salvadoriens qui avaient participé à des attentats dans l'île en 1997. On ne peut que regretter qu'une fois encore, la presse dite « libre » et « indépendante » ait « omis » d'en parler, faisant ainsi une nouvelle fois preuve, pour ceux qui n'auraient pas encore eu l'occasion de s'en rendre compte, d'« objectivité » et d'« impartialité ».

Contrairement à ce qu'espéraient les autorités étasuniennes, alors que près de treize ans se sont écoulés depuis leur arrestation, les 345 comités de solidarité avec les Cinq, motivés comme au premier jour, sont bien décidés à poursuivre la lutte jusqu'à leur libération, et les actes de solidarité ainsi que les manifestations en tous genres se multiplient partout dans le monde.

En ce début d'année, le Comité international pour la libération des Cinq a lancé une nouvelle campagne de mobilisation. Elle invite, tous ceux qui, dans le monde, sont solidaires avec les Cinq, à faire entendre leur voix au président des Etats-Unis,

le cinq de chaque mois, aux travers d'appels téléphoniques, de fax, de télégrammes et de courriers électroniques (1).

Mais cette année débute malgré tout sous de bons auspices. En effet, après on ne sait combien de renvois, il semblerait que cette fois le terroriste Luis Posadas Carriles passera enfin, le onze janvier prochain, devant la « justice » étasunienne, non pas pour l'assassinat des 73 personnes qui voyageaient à bord de l'avion (vol 445) de Cubana de Aviación et de Fabio Di Celmo dans l'Hôtel Copacabana à La Havane, mais il y sera « jugé » pour... parjure. Il y a peu, son complice Francisco Chávez Abarca, a été condamné à 30 ans de prison après avoir admis que sa mission avait été de poser des bombes dans des hôtels de La Havane. Il faut également souligner que le gouvernement des Etats-Unis continue d'ignorer la demande d'extradition de Luis Posada Carriles émise par le Venezuela. A l'occasion de ce « procès » qui se déroulera à El Paso, au Texas, le Comité national pour la libération des cinq Cubains, la Coalition A.N.S.W.E.R. et d'autres organisations manifesteront, au début du procès, devant le tribunal, pour y réclamer leur libération.

(1) Pour ce faire, il suffit de contacter la Maison Blanche :

- par téléphone : 001 202 4 56 11 11
- par fax : 001 202 4 56 24 61
- par courrier électronique : [www.whitehouse.gov/contact](http://www.whitehouse.gov/contact)
- ou encore en adressant un télégramme au  
President Barack Obama  
The White House  
1600 Pennsylvania Ave.  
NW Washington  
DC 20500  
USA

Pour plus d'informations, vous pouvez vous rendre sur les sites [www.freeforfive.org](http://www.freeforfive.org) et [www.freethefive.org](http://www.freethefive.org)

## SHORT NEWS

## La CSSF pas très causante

Curieuse affaire reliée par nos collègues du « Canard Enchaîné » la semaine passée : En évoquant les dernières vaguelettes de la crise qui font toujours chavirer le gros navire des banques, l'hebdomadaire satirique racontait l'histoire de deux fonds spéculatifs de la BNP-Paribas. « Opportunity » et « Serenity » ne seraient plus vraiment de bons investissements et c'est pourquoi la banque française a décidé de les fermer, voire de les « restructurer » en novlangue financière. En effet, ces fonds réservés à des professionnels avertis placent leur argent dans différents « hedge funds » - entre 25 et 30 selon la banque pour « Serenity » - qui continuent à spéculer avec cet argent. Malheureusement, et en liaison directe avec la crise financière, les quelques 376 millions de dollars gérés par les deux fonds fondent comme neige au soleil et BNP-Paribas, la même banque d'ailleurs qui compte parmi ses clients des fabricants de bombes à sous-munitions et dont l'Etat luxembourgeois possède des parts, vient de suspendre les deux fonds. Mais encore heureux pour elle qu'ils étaient gérés par un département spécialisé (BNP Paribas Alternative Funds) qui se trouve au Luxembourg. Ce qui veut aussi dire que les journalistes du « Canard Enchaîné » qui ont tenté d'en savoir plus sur le sujet auprès de la CSSF se sont fait opposer le secret professionnel. Comme quoi, il fait toujours bon d'avoir sa petite tire-lire au Grand-Duché.

## Erst verfüttern - dann kontrollieren

„Die Futtermittelhersteller in Luxemburg haben keine Lieferung von verseuchten Futtermitteln von der betroffenen deutschen Firma erhalten.“ Und: „Die zuständigen Dienste machen Dioxin-Proben der Futtermittel von Tieren, die in den Handel kommen und verfolgen den Zwischenfall in Deutschland genau“, heißt es auf der Internetseite des Konsumentenschutzes ([www.securite-alimentaire.public.lu](http://www.securite-alimentaire.public.lu)). Nach Gammelfleischskandal, absichtlich gepanschem Wein und Umetikettierungen von verdorbenem Fleisch, ist es nun das mit Dioxinen verseuchte Futter für Legehennen, Mastgeflügel und Schweine in Deutschland, das das Vertrauen in die Lebensmittelindustrie erschüttert. In seiner parlamentarischen Anfrage will deshalb der grüne Abgeordnete Henri Kox wissen, wie oft in Luxemburg Proben von den verantwortlichen Behörden durchgeführt werden und ob die betreffenden Laboratorien über genügend materielle und personelle Ressourcen verfügen. Zwar liegt noch keine Antwort vor, aber bei den deutschen Nachbarn werden bereits härtere Strafen und schärfere Kontrollen gefordert. Das wird nicht ganz einfach werden angesichts der Undurchsichtigkeit einer globalen Futterindustrie.

## Barres de fer, barreaux de shit

Que la prison ne soit peut-être pas le lieu idéal pour se désintoxiquer est un fait connu que les ministres de la justice successifs se sont empressés d'ignorer pendant longtemps. Pourtant, il est évident que derrière les murs de Schrassig, le trafic de la drogue est quotidien. Le député ADR Jean Colombera a tenté d'en savoir plus et a demandé des chiffres à François Biltgen dans le cadre d'une question parlementaire. Dans sa réponse quelque peu lapidaire, Biltgen se défend de la formulation utilisée par Colombera selon laquelle la politique de la drogue à Schrassig serait menée de façon « laxiste ». Les chiffres pourtant parlent une autre langue, car les résultats des tests urinaires menés régulièrement ont montré que sur 1.822 tests, 374 étaient positifs. Ce qui fait tout de même un cinquième des personnes testées, un chiffre qui ne correspond pas à la réalité en dehors de la prison - ce qui démontre que l'usage de drogues est tout de même une chose courante. Parmi les substances constatées, on trouvait un peu de tout : cocaïne, héroïne et cannabis. Biltgen est d'ailleurs incapable de répondre à la dernière question, concernant le nombre de personnes devenues toxicomanes en prison. De telles statistiques n'existeraient pas. Encore heureux pour lui.